

Le désastre républicain

La Gazette – Edito – Ranary – 21/11/11

Où va la République ? Au bon vieux temps, le chef du gouvernement choisissait ses ministres avec l'aval du chef de l'Etat. Aujourd'hui, des magistrats veulent choisir le ministre de la Justice sous peine de mener une grève. A ce train, ce seront les chauffeurs de taxi qui imposeront leur ministre des Transports, les sous-officiers qui désigneront le ministre de la Défense, les administrateurs civils qui choisiront le ministre de la Fonction publique et les vendeurs ambulants d'Analakely qui nommeront leur ministre du Commerce.

Où va la République, si demain, les journalistes ne font plus paraître leur quotidien parce que le ministre de la Communication ne leur convient pas, si les pêcheurs ne vont plus en mer parce qu'ils ne peuvent pas installer le ministre de la Pêche de leur choix et si les jeunes descendent dans la rue pour revendiquer la nomination du ministre de la Jeunesse ? La conjoncture démontre à quel point l'absurde s'est emparé du réel.

Ces interrogations légitimes ne sont pas motivées uniquement par la conjoncture surréaliste qui voit l'ingérence de la SADC (et en particulier de l'Afrique du Sud) dans nos affaires intérieures, et la superposition malsaine de deux Constitutions (de la Troisième République et de la Quatrième République), de la Feuille de route et de la Charte de la transition. Si la République va mal, ce n'est pas uniquement en raison de la crise de l'exercice du pouvoir politique à Madagascar. En y regardant bien, les politiciens se sont égarés, la diplomatie s'est fourvoyée, la société civile a été manipulée et nos compatriotes ont été trompés. En réaction à cet échec collectif, plus personne ne respecte la loi, l'autorité et les institutions. Madagascar a raté tous ses rendez-vous avec la démocratie et le libéralisme.

Aujourd'hui, plus qu'hier, chacun fait ce qu'il lui plaît. A force de ne pas avoir de réponses à ses questions, le Malgache prend son destin en main, mais il le fait avec maladresse. Il est tout aussi désarmé que l'Etat est désorganisé. Comme demain est encore plus incertain qu'hier, tout le monde panique et chacun tire la couverture à soi. Les partis politiques ne pensent qu'à leur zone d'influence, les CST et les CT (quand il ne s'agit pas des députés et des sénateurs) optimisent leurs avantages, les étudiants ne jurent que par leur bourse et chaque corps de fonctionnaires émet son ultimatum si ses revendications ne sont pas satisfaites.

Etant donné que l'autorité est vacillante, chacun se croit investi d'une once de pouvoir. Cet argument est confirmé par l'atmosphère belliqueuse autour de la répartition des postes ministériels.

Il est clair que les perdants du désastre républicain sont l'Etat et les citoyens. S'il y a des gagnants, qui sont-ils ? Quand toute cette récréation sera terminée et que nos compatriotes et politiciens découvriront qu'il est temps de reconstruire la nation, ils constateront avec amertume que les seuls gagnants sont les hommes d'affaires qui n'ont pas cessé de prospérer.

Ce sont ces mêmes hommes d'affaires qui influenceront la politique de demain, avec parfois une idéologie du progrès partagé, mais donnant toujours la priorité à leurs intérêts personnels. C'est ainsi que nous sommes une république bananière et que nous le resterons, jusqu'au jour où un leader ou un parti politique (fatigué par la débâcle économique, le chaos social et le naufrage moral) ne se contentera plus de faire semblant d'être respectable et de faire semblant d'instaurer l'Etat de droit.

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=17347:editorial-le-desastre-republicain&catid=56:edito&Itemid=65